

Compte-Rendu Comité Syndical du 21/07/2021

Titulaires/suppléants présents :

CCFE : BERNE Didier, BLANCHARD Christian, COUBLE Simone, DEMMELBAUEUR Patrick, EYRAUD Catherine, FLAMAND Robert,

CCMDL : BONNIER Daniel, BONNIER Philippe, CHAUSSENDE Alain, DUPEYRON Norbert, FAYOLLE Bruno, REYMONDON Didier

SEM : DENIS Philippe, GONON Pascal

St André la Côte : /

COPAMO : /

Pouvoirs : BOUCHUT Fabrice donne pouvoir à DUPEYRON Norbert, FRANCON Guy donne pouvoir à DENIS Philippe, GUILLARME Christophe donne pouvoir à COUBLE Simone, LUYA Julien donne pouvoir à GONON Pascal, MOLLARD Christian donne pouvoir à BERNE Didier, REYNARD Roger donne pouvoir à BONNIER Philippe, ROCHETTE Georges donne pouvoir à FLAMAND Robert.

Excusés : BOUCHUT Fabrice, DENIS Christian, FRANCON Guy, GUILLARME Christophe, LUYA Julien, MOLLARD Christian, RASCLE Jean-François, REYNARD Roger, ROCHETTE Georges,

Participait à la réunion : THOLLOT Maryline

Secrétaire de séance : FLAMAND Robert

SIMA/SPANC

1er. point : Approbation CR dernier CS

Le compte-rendu est adopté à l'unanimité des membres présents.

SPANC

2e. point : Décision Modificative de crédits n°1

Le projet de DM n°1 du budget SPANC s'équilibre en section de fonctionnement à hauteur de 1 200€ avec :

- La nécessité d'inscrire 1 200€ supplémentaires au compte 673 – Titres annulés sur exercices antérieurs
- La réduction de 1 200€ au compte 6411 – Salaires

Pour satisfaire aux demandes d'annulations de la trésorerie.

Chapitre	Article	Libellé	Variation	Commentaires
67	673	Titres annulés sur exercices antérieurs	+ 1 200€	Pour satisfaire aux demandes de la trésorerie
012	6411	Salaires	- 1 200€	

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical approuvent à l'unanimité la Décision Modificative de crédits n°1 du budget SPANC pour l'exercice 2021.

3e. point : Modification rédactionnelle du règlement de service

Le Président rappelle la proposition de la commission ANC d'apporter des modifications rédactionnelles au règlement de service comme suit :

- Article 7 : Il faut renvoyer aux prescriptions techniques du 26/02/2021 et non du 07/03/2012 ;
- Article 10 : en cas de demande de permis de construire ou d'aménager et lorsqu'aucun projet n'a été validé avec le SPANC, nous ne délivrons pas d'attestation de conformité comme indiqué dans la version actuelle mais nous donnons un avis consultatif à la demande des services instructeurs... ;
- Article 32 – Pénalités financières : pour non-respect du délai d'un an pour des travaux suite à vente, nous ferons référence à l'article L271-4 du code de la construction et de l'habitation et non à l'article L1331-8 du code de la santé publique.

Où cet exposé, les membre du Comité Syndical approuvent à l'unanimité la modification des articles 7, 10 et 32 du règlement de service du SPANC du SIMA Coise et approuvent le nouveau règlement de service en annexe 1.

SIMA

Le Président et le Vice-Président en charge de l'agriculture remercient les agents qui ont travaillé au projet PSE pour leur investissement ainsi que la commission agricole « élargie » pour leurs réflexions et contributions au projet.

Le Vice-Président en charge de l'agriculture fait un rappel sur le dispositif, sa nature, ses objectifs, le calendrier. Il rappelle que ce dispositif se veut ambitieux, innovant et rémunérateur ; il rémunère les services environnementaux rendus par les agriculteurs à l'ensemble de la communauté.

4e. point : Critères d'exclusion et grille de sélection des candidatures PSE

Le Vice-Président en charge de l'agriculture présentera les critères d'exclusion et la grille de sélection des candidatures PSE tels que travaillés en commission agricole – annexe 2

La question est posée de la possibilité d'évolution lorsque l'exploitation est déjà à la borne haute : une évolution reste possible au-delà mais n'est pas rémunérée ; il est peu probable qu'une exploitation n'ait plus aucune marge de progression sur aucun des 7 critères du PSE.

La question est posée des activités annexes d'une exploitation (méthanisation, panneaux photovoltaïques, ferme pédagogique...) : les bénéfices sont intégrés au Bénéfice Agricole (dans une certaine limite).

Les simulations sur les exploitations étant commencées et dans un souci d'égalité de traitement des candidats, ces critères et cette grille devront rester confidentiels jusqu'à la commission d'engagement qui se tiendra au mois de septembre.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical approuvent à l'unanimité les critères d'exclusion et la grille de sélection tels que présentés, ainsi que la confidentialité des informations.

5e. point : Convention PSE entre le SIMA Coise et les exploitants

Le Vice-Président en charge de l'agriculture présente le modèle de convention de mandat qui liera le SIMA Coise avec chacune des exploitations engagées dans le PSE Coise. Basé sur le modèle fourni par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne cette convention inclura les adaptations suivantes, sous réserve de validation juridique par l'Agence de l'Eau :

- La surface rémunérée inclura les surfaces déclarées à la PAC en 2021 + les surfaces pour lesquelles les autorisations d'exploiter sont signées au moment du dépôt de la candidature ;
- En cas d'échange de terrain : maintien du financement PSE dans la limite de la surface réelle et de celle engagée initialement ;

- En cas de transmission de ferme ou de parcelles : offrir la possibilité de transfert du PSE au repreneur sur la durée restante du PSE ;
- Vérification de l'évolution de l'exploitation sur les différents critères :
 - o Bilan en fin de 3^{ème} année (automne 2024) : si aucune évolution n'est constatée sur aucun critère, réduction de 50% de la rémunération de l'année
 - o Bilan en fin de 4^{ème} année (automne 2025) : si à nouveau aucune évolution n'est constatée sur aucun critère, exclusion du PSE (sans remboursement des sommes déjà perçues) ;
- Vérification du suivi des formations :
 - o Il sera toléré 1 jour d'absence justifiée par an aux formations liées au PSE
 - o En cas d'absence non justifiée ou de plus d'un jour d'absence :
 - Réduction de 50% de la rémunération de l'année considérée
 - En cas de renouvellement du non-respect, résiliation du PSE (sans remboursement des sommes déjà perçues)

Il est précisé que les agriculteurs membres du Comité Syndical peuvent candidater.

Monsieur le Président demande l'autorisation de signer, suite à la commission d'engagement qui devrait se tenir en septembre 2021, chacune de ces conventions avec les exploitations retenues dans le PSE Coise.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical approuvent à l'unanimité le modèle de convention SIMA Coise / exploitant (annexe 3 + adaptations qui seront validées par l'Agence de l'Eau), et autorisent le Président à signer lesdites conventions avec les exploitants retenus dans le dispositif au terme de la commission d'engagement.

6e. point : Convention de mandat PSE entre l'AELB et le SIMA Coise

Le Vice-Président en charge de l'agriculture présente la convention de mandat qui liera l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et le SIMA Coise pour le déploiement du PSE Coise – annexe 4

Monsieur le Président demande l'autorisation de signer cette convention avec l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour le PSE Coise.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical approuvent à l'unanimité le modèle de convention de mandat entre l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et le SIMA Coise pour le déploiement du dispositif PSE Coise tel que présenté en annexe 4, et autorisent le Président à signer cette convention.

Questions relatives au PSE

Il est demandé si les délégués du comité syndical seront tenus informés du déroulement du PSE sur le territoire au fil des années : une information annuelle sera faite au Comité Syndical (nombre d'engagements en cours, atteinte des objectifs, formations, enveloppes financières mobilisées...)

La question est posée de la communication autour du dispositif : il faudra prévoir une communication spécifique lors des signatures des conventions.

Prochaines dates

16/09 à 18H00 : commission GEMAPI

29/09 à 9H00 : commission agricole

13/10 à 9H00 : Bureau

25/10 à 20H00 : Comité Syndical

23/11 à 9H30 : COPIL intermédiaire étude bilan

01/12 à 14H0 : Bureau

13/12 à 20H00 : Comité Syndical

Fait à St Galmier
Le 22 juillet 2021

Le Président,
Philippe Bonnier

